
Dossier de presse

Le monde privé des femmes

Genre et habitat dans la société française

Sous la direction d'Anne Lambert, Pascale Dietrich-Ragon et Catherine Bonvalet

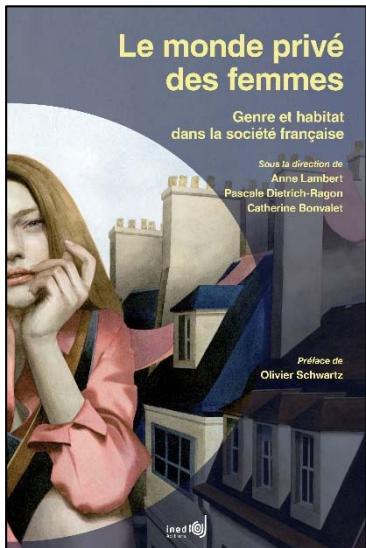
Collection *Questions de populations*

Parution le 9 octobre 2018

Sommaire du dossier de presse

Présentation générale de l'ouvrage	p. 2
Table des matières	p. 3
Préface	p. 4
Introduction	p. 10
Résumés des chapitres	p. 22
Biographies des auteurs	p. 28
A propos de l'Ined	p. 32
A propos de <i>Questions de populations</i>	p. 32
Contacts presse	p. 32

Présentation générale de l'ouvrage



Quel rôle joue aujourd'hui le logement dans la production des inégalités entre les femmes et les hommes ? Qui l'achète, qui l'entretient, qui le valorise ? Les femmes et les hommes sont-ils si différents de ce point de vue ?

Les évolutions récentes de la famille et du monde du travail ont fait évoluer la place du logement dans le système des inégalités.

La généralisation du travail salarié des femmes leur a donné accès à l'autonomie financière et, partant, a transformé leur rapport à l'habitat, aux stratégies d'achat, de location ou sous-location. Dans le même temps, le développement des formes contemporaines de domesticité et d'emplois à domicile contribuent à renvoyer certaines femmes – souvent d'origine immigrées, peu diplômées – dans le huis clos du domicile familial. La maison est-elle dès lors encore principalement un lieu de domination masculine ?

Jusque-là peu considéré dans l'analyse des rapports de genre, le logement participe pourtant à la recomposition des identités sexuées et des relations entre les sexes. Dépassant une vision réifiée des rapports de pouvoir dans la sphère privée à travers des approches originales et variées, cet ouvrage montre que le logement peut, dans certaines conditions, constituer une ressource pour les femmes, par exemple au sein de populations défavorisées, mais confirme aussi combien cet équilibre demeure fragile.

À travers les différentes contributions, les auteurs insistent sur l'intérêt de désenclaver le logement en le reliant avec la sphère professionnelle. Considérant le logement dans ses dimensions matérielle, symbolique, économique et juridique, cet état des lieux propose de nouvelles perspectives de recherche.

Le monde privé des femmes. Genre et habitat dans la société française, publié dans la collection « Questions de populations » des éditions de l'Ined, rassemble les travaux de sociologues, politistes, historiens, géographes et économistes sous la direction d'Anne Lambert, Pascale Dietrich-Ragon et Catherine Bonvalet.

Table des matières

Préface, Olivier Schwartz

Introduction - De nouvelles questions pour un vieil objet, *Anne Lambert, Pascale Dietrich-Ragon, Catherine Bonvalet*

[annexe : La participation des hommes et des femmes au travail domestique]

Partie I. Genre et logement : regards croisés

1. Le genre dans les approches sociologiques de l'habitation en France, *Susanna Magri*
2. Les approches québécoises sur les femmes et le logement : recherche et activisme féministes, *Damaris Rose*
3. Logement, intimité et genre, *Michel Bozon*

Partie II. Modes de vie et logement : les luttes pour l'espace

4. Les immeubles populaires parisiens : territoires de genre et de classe à la Belle Époque, *Anaïs Albert*
5. L'apéritif, un moment d'appropriation du foyer par les hommes, *Benoit Coquard*
6. La recomposition des rapports de genre dans les squats féministes, *Edith Gaillard*
7. Des femmes en périurbain: la réinvention d'un mode de vie ?, *Lionel Rougé*
8. Femmes et hommes sans-domicile : un traitement différentiel ? *Marie Lanzaro*

Partie III. Économies domestiques

9. La gestion du budget : un pouvoir paradoxal pour des femmes de classes populaires, *Ana Perrin-Heredia*
10. Le patrimoine immobilier. Une analyse du genre de la propriété, *Sibylle Gollac*
11. Faire payer les femmes : le sexe du recouvrement des dettes de loyer, *Camille François*
12. Le travail du domicile : une entreprise de résistance au déclassement ?, *Cécile Vignal*
13. Assistante maternelle, femme de ménage et aide à domicile : un retour au foyer ?, *Christelle Avril*
14. La maison comme ressource financière : propriétaires professionnelles, rentières et logeuses, *Marie-Pierre Lefevre*

Postface, Catherine Cavalin

Préface

Olivier Schwartz

Sous le titre « Le monde privé des femmes. Genre et habitat dans la société française contemporaine », ce livre, par-delà la diversité de ses auteurs et des études qui le composent, repose sur un projet. Je voudrais, avec mes propres mots, m'arrêter sur ce qui me paraît faire le sens et l'intérêt de celui-ci.

Ce projet se propose, pour étudier la condition des femmes dans les divers groupes, milieux, classes de la société française contemporaine¹, d'explorer une voie peu développée aujourd'hui dans les sciences sociales, alors que les raisons ne manquent pas de la considérer comme féconde. Cette voie consiste à étudier, sous tous leurs aspects, les rapports des femmes avec ce que l'on peut appeler la « sphère du logement ».

L'expression « sphère du logement » – c'est moi qui la propose – requiert quelques explications. Elle veut ici faire référence au fait que le logement est chargé, dans la société qui est la nôtre, de tout un ensemble de dimensions sociologiquement essentielles, et que c'est de tout cet ensemble qu'il va être question ici. Un logement est d'abord, c'est l'évidence, un certain type d'espace : d'une part, un espace séparé des espaces collectifs (bien que la frontière puisse dans certains cas être mince), où la vie se déroule à distance de ceux-ci ; et d'autre part un espace aux multiples fonctions : lieu pour la reconstitution des forces, cadre d'une vie familiale, réceptacle pour une vie intime, territoire dans lequel se déroulent quotidiennement des tâches ménagères et parentales, espace dans lequel peuvent prendre place des activités professionnelles, des emplois salariés... Le logement est, par ailleurs, un bien auquel accéder a un coût – on en sait l'importance dans l'actuelle société française –, qu'il faut payer pour pouvoir en disposer comme propriétaire ou locataire, qui peut inversement prendre une valeur marchande, être source de revenus, fonctionner comme patrimoine. Espace de vie et bien, il est aussi, pour ceux qui le détiennent ou l'occupent, une dimension, qui peut être déterminante, de leur être social : un statut de propriétaire, un quartier de résidence, un logement « bien » ou « mal » tenu, des loyers non payés sont potentiellement générateurs de jugements par d'autres, de relations positives ou négatives avec des proches, des voisins, des institutions... Espace de vie, bien, déterminant du statut social : le logement, sociologiquement, est tout cela à la fois. C'est à interroger les situations dans lesquelles se trouvent les femmes sur ces différents plans et les manières dont elles s'y rapportent dans divers groupes de la société française d'aujourd'hui que nous invite ce livre, le pari sur lequel celui-ci repose – celui des trois directrices, Anne Lambert, Pascale Dietrich-Ragon et Catherine Bonvalet, – ayant été qu'entrer par cette question dans l'étude de la condition des femmes pouvait se révéler très instructif sur celle-ci.

¹ Toutes les contributions empiriques à l'ouvrage, à l'exception de celle de l'historienne Anaïs Albert sur le peuple de la « Belle Époque », portent sur la société française d'aujourd'hui.

Un tel projet n'allait pas de soi. Relier explicitement genre et logement (comme cela a pu être fait, ainsi que l'observent en introduction les trois auteures, à propos du travail ou de l'école), constituer le second terme en entrée heuristique pour l'étude du premier, et explorer systématiquement cette voie n'avaient guère été proposés jusqu'ici comme axe pour des recherches sur les rapports de genre. Or, il suffit, s'agissant de la société française contemporaine, de considérer les questions qu'une telle démarche conduit à poser pour percevoir l'intérêt de celle-ci. S'agissant du logement comme espace de vie, dans quelle position les femmes aujourd'hui s'y trouvent-elles ? Qu'en est-il, dans les divers groupes constitutifs de cette société, de leur place au sein de cet espace, des charges qui y pèsent sur elles, de la liberté dont elles y disposent étant donné l'état actuel de la division des rôles entre les sexes et des conditions d'existence des familles ? Quelles sont, par ailleurs, leurs possibilités effectives de ne pas être confinées à l'intérieur de cet espace, d'aller vers le monde extérieur, de participer à la vie des espaces collectifs, c'est-à-dire d'accéder à ces expériences qui constituent le privilège traditionnel des hommes ? S'agissant du logement comme bien, compte tenu des désavantages économiques (salaires, emplois) et des formes d'infériorité statutaire qui continuent de peser sur elles, parviennent-elles, s'autorisent-elles, lorsqu'elles ne sont pas en couple, à devenir propriétaires ? Dans le cas – le plus fréquent – d'un accès en couple à la propriété, dans quelles configurations sont-elles par rapport à leur conjoint ? Quels enjeux revêt pour elles la possession en propre d'un patrimoine ? S'agissant de l'être social, quels effets entraîne pour elles le basculement de la famille dans la précarité sur le plan du logement ? Comment sont-elles, dans ces situations, abordées, traitées par les institutions ? On saisit immédiatement l'intérêt de telles interrogations pour qui veut réfléchir sur la condition des femmes, et plus largement sur l'état des rapports de genre, dans la société française d'aujourd'hui.

Les études réunies dans l'ouvrage montrent l'intérêt de la démarche engagée. Je présenterai ci-dessous quelques résultats transversaux de ces études qui me paraissent mériter particulièrement de retenir l'attention. Mais la simple énumération des thèmes des différents chapitres est déjà parlante. Donnons-en des exemples. Qu'est-ce qu'implique, pour une assistante maternelle, une aide à domicile, une femme de ménage chez des particuliers, le fait d'occuper des emplois « à domicile » ? Les femmes appartenant à des ménages modestes qui doivent s'installer dans le périurbain lointain pour accéder à la propriété parviennent-elles à échapper au risque de la perte d'emploi et du confinement chez elles ? Qu'est-ce qui conduit de jeunes hommes d'un bourg populaire rural dans la France d'aujourd'hui à faire régulièrement de leur foyer un lieu pour de longs apéritifs offerts à des « bandes de potes » à dominante masculine et qu'est-ce qui leur permet d'imposer cette pratique à leurs compagnes ? Comment les agents d'un office HLM chargés du recouvrement des loyers impayés opèrent-ils pour « faire payer » les femmes qui, le plus souvent, sont leurs interlocutrices ? Dans quelle mesure peut-on parler d'un traitement préférentiel, par les services sociaux d'hébergement et de relogement, pour les femmes sans domicile ? Les femmes et les hommes ont-ils, dans la société française contemporaine, les mêmes chances de devenir propriétaires de leur logement ou d'une résidence secondaire ? Pour les femmes qui, dans cette société, détiennent ou parviennent à se constituer leur propre patrimoine immobilier, quelles fonctions sont remplies par cette propriété, comment y parviennent-elles ? À quoi renvoie la pratique des « squats féministes » de la part de jeunes générations en France et en Allemagne depuis le début des années 2000 ? Que révèle l'étude de l'intérieur des foyers des membres des classes populaires parisiennes de la « Belle Époque » sur les manières féminines et masculines d'investir le logement chez les gens du peuple du Paris de cette période ? Comment

penser le statut, traditionnellement reconnu aux femmes dans les classes populaires, de détentrices de l'autorité sur les dépenses de la famille ? La liste n'est pas exhaustive. Elle donne néanmoins une idée de la variété et de l'intérêt des thèmes que le lecteur découvrira dans ce livre. À quoi il faut ajouter que, contrairement à ce que l'on peut, dans certains cas, craindre dans un ouvrage collectif, tous ces thèmes donnent lieu ici à une étude à la fois substantielle et - circonstanciée.

Et au-delà de cette énumération, par les rapprochements qu'il permet entre les différentes études, l'ouvrage est riche d'enseignements. Je voudrais souligner quelques résultats concernant la société française d'aujourd'hui auxquels il aboutit.

Un premier résultat concerne les pouvoirs des femmes. Il comporte un double aspect. Le premier ressort des contributions de Benoit Coquard, Ana Perrin-Heredia, Lionel Rougé, Christelle Avril. Dans la contribution de Benoit Coquard, de jeunes femmes des classes populaires rurales sont confrontées à la mainmise de leurs compagnons masculins sur le foyer pour les besoins d'une sociabilité tournée vers les hommes, ce qui déstabilise très fortement l'autorité de ces jeunes femmes à l'intérieur de leur propre espace domestique ; dans celle d'Ana Perrin-Heredia, des femmes des milieux populaires détiennent la responsabilité sur les finances de la famille, mais dans des conditions économiquement très contraintes et à l'intérieur de relations de pouvoir avec leur conjoint dont l'auteure montre l'ambivalence latente ; dans celle de Lionel Rougé, des femmes modestes du périurbain sont confrontées à la difficulté de retrouver un emploi dans leur nouvelle zone de résidence et menacées de reflux vers une situation contrainte de femmes au foyer ; dans celle de Christelle Avril, des femmes ont accès à l'emploi, mais à des emplois à domicile, « proches du travail domestique » (elles sont femmes de ménage, aides à domicile, assistantes maternelles). Précisons que toutes ces contributions insistent explicitement sur le caractère non unidimensionnel des phénomènes qu'elles décrivent : pour ne prendre que ces deux exemples, dans l'enquête de Lionel Rougé, certaines femmes du périurbain, réinterrogées par celui-ci plusieurs années après le premier entretien, sont parvenues à améliorer leur situation et à s'approprier leur espace local ; et dans ses réflexions sur les emplois « à domicile », Christelle Avril montre très clairement que ces emplois n'ont pas tous les mêmes effets pour les femmes qui les occupent. Ce qui apparaît nettement néanmoins dans ces quatre contributions, c'est la fragilité, dans les classes populaires – c'est d'elles qu'il s'agit dans les quatre études –, des pouvoirs des femmes. Cette fragilité les affecte non seulement dans les pouvoirs qu'elles ont récemment conquis, ou reconquis (pouvoir de sortir de l'espace domestique, de participer au travail salarié, d'investir le monde extérieur...), mais aussi dans leurs pouvoirs les plus traditionnels (ceux que leur confère la division traditionnelle des rôles à l'intérieur de la famille et du foyer, comme on le voit dans l'étude de Benoit Coquard). Elle ne signifie certes pas absence pour elles de points d'appui, mais ressort néanmoins nettement dans les quatre cas. Le second aspect concerne les femmes des groupes plus favorisés. Dans d'autres chapitres de l'ouvrage en effet (cf. *infra*), il est question de femmes détentrices d'un patrimoine et aux ressources nettement plus élevées. Mais même dans ces cas, on le verra ci-dessous, une certaine fragilité du statut des femmes concernées est repérable. À des degrés certes extrêmement inégaux selon les groupes sociaux, l'approche par la sphère du logement montre à quel point, dans la société française contemporaine, des formes diverses de fragilité continuent d'affecter les statuts sociaux féminins.

Le deuxième résultat est de sens inverse par rapport au précédent ; il n'est pas pour autant incompatible avec lui. Dans plusieurs situations étudiées dans l'ouvrage, on constate que les femmes possèdent des points d'appui, des « supports » – pour reprendre le terme de Robert Castel – qui leur permettent d'accéder à des formes d'autonomie, de maîtrise (fût-ce de parties limitées) de leur propre vie. Elles possèdent ce que l'on pourrait appeler des territoires à soi, même modestes ; dans certains cas, ce sont même des biens qu'elles possèdent en propre. Les formes que prennent ces territoires ou ces biens, il n'est guère besoin de le dire, diffèrent à nouveau fortement selon les groupes sociaux, mais leur présence est repérable dans presque tous, à l'exception des plus démunis. Des femmes des classes moyennes ou aisées possèdent ainsi un patrimoine immobilier, dont Marie-Pierre Lefeuvre montre les fonctions diverses, mais toutes importantes, qu'il remplit pour elles ; on y reviendra. Dans l'étude d'Édith Gaillard sur les « squats féministes », de jeunes militantes féministes – généralement à fort capital culturel et de milieu favorisé – ont collectivement investi des lieux dont elles font leurs espaces de vie propres, non mixtes, dans un projet de remise en cause radicale de la domination masculine et des catégories de sexe. Dans les classes populaires aussi, les femmes ont leurs territoires à elles (cf. les petites libertés économiques, même infimes, que confère aux femmes étudiées par Ana Perrin-Heredia la responsabilité des finances de la famille²), ou même dans certains cas leurs biens propres. (On verra ci-dessous avec la contribution de Cécile Vignal, comment des femmes de ces classes en situation très fragile – elles sont passées par une rupture conjugale, sont mères de famille monoparentale – parviennent, avec l'aide de leur famille d'origine, à accéder à la propriété d'une maison, certes de faible valeur, et se mobilisent pour y parvenir.) Territoires propres, biens propres : les fragilités des statuts et des pouvoirs des femmes ne les empêchent pas de posséder leurs propres supports d'auto-appartenance ; et il est frappant de voir, dans plusieurs cas, la force avec laquelle elles investissent ceux-ci ou ont cherché à se les constituer.

Ce qui précède concernant les biens conduit à un autre résultat de l'ouvrage qui mérite d'être souligné. Il porte sur la question de la propriété immobilière, de ses inégalités, de ses usages, des trajectoires qui y conduisent ou en résultent... Les sociologues ont l'habitude d'entrer dans cette question par le biais de l'appartenance sociale, des ressources que nécessite l'accès à cet état, de la manière dont les couples ou les individus les acquièrent. Plusieurs contributions de l'ouvrage montrent tout ce que l'on peut gagner à y entrer aussi à partir du genre. Il y a tout d'abord, comme le montre Sibylle Gollac – je lui emprunte l'expression – un « genre de la propriété » : même si l'écart n'est pas considérable, les femmes sont un peu moins nombreuses à être propriétaires que les hommes, et notamment dans le cas, étudié par l'auteure, des couples où le bien n'est pas détenu à parts égales par les deux conjoints – l'un des deux en est exclusivement ou majoritairement propriétaire –, la dissymétrie est le plus souvent à l'avantage des hommes, particulièrement dans le cas des résidences secondaires. Marie-Pierre Lefeuvre et Cécile Vignal, de leur côté, apportent de nombreux éclairages sur les logiques spécifiques, genrées, qui peuvent conduire des femmes à entrer individuellement dans des comportements patrimoniaux, qu'il s'agisse de devenir individuellement propriétaires, ou d'user d'un bien (ou d'une partie d'un bien) déjà possédé par elles – souvent par héritage – pour le louer, en tirer des revenus. Marie-Pierre Lefeuvre, enquêtant sur des femmes détentrices de patrimoine, montre ainsi que chez plusieurs d'entre elles, ces comportements ont une fonction de « compensation » permettant

² Les intérieurs des logements meublés et décorés avec abondance par les femmes décrites par Anaïs Albert dans sa contribution sur les classes populaires du Paris de la Belle Époque, peuvent d'ailleurs aussi être considérés comme constituant de tels territoires.

d'équilibrer des fragilités auxquelles les femmes sont particulièrement exposées : ils permettent de faire face à la modicité d'une retraite, d'équilibrer des revenus peu élevés retirés du travail, de compenser une perte sur le plan familial (séparation conjugale, départ des enfants), la pratique de la location pouvant servir, dans certains cas, à la fois à produire un revenu et à créer des liens avec des tiers. Cécile Vignal montre quant à elle comment des femmes au statut très fragile (elles sont mères divorcées, occupent des emplois peu rémunérateurs) sont susceptibles, si elles étaient parvenues avant leur séparation à se constituer une épargne et à condition qu'elles sachent pouvoir compter sur l'aide de leur famille d'origine, de se lancer dans l'accès à la propriété d'un bien, celui-ci pouvant prendre par exemple la forme de l'achat d'une maison vétuste à très bas prix que le père de la femme et les frères de celle-ci aideront à remettre en état ; le statut de propriétaire aide alors à reconquérir une autonomie et une dignité menacées par la situation de mères de famille monoparentale. La propriété n'est donc pas seulement une affaire de classe ; elle a aussi ses inégalités et ses logiques de genre. Et les contributions de Sibylle Gollac et Marie-Pierre Lefebvre montrent, chacune à leur manière, comment, ainsi qu'on l'a annoncé plus haut, même chez des femmes relativement bien dotées socialement, la situation de propriétaire peut demeurer caractérisée par certaines formes de fragilité du statut social.

Soulignons enfin, pour finir, un dernier résultat. Dans deux contributions de l'ouvrage (Marie Lanzaro, Camille François), il est question de la manière dont les institutions à vocation sociale s'adressent aux femmes confrontées, en tant que mères ou éventuellement que filles s'occupant des problèmes de leurs parents, à des situations critiques sur le plan du logement (loyers impayés, risque de se retrouver à la rue...); l'ampleur prise dans la société française d'aujourd'hui par les situations de pauvreté ou de précarité confère, on le sait, à cette question, une particulière actualité. À nouveau ici, l'ouvrage est instructif. Marie Lanzaro montre que face aux femmes ayant charge d'enfants et se retrouvant sans logement, les services sociaux sont susceptibles de se montrer prompts à intervenir en faveur de celles-ci, à trouver des solutions d'hébergement. Camille François décrit des personnels du service de recouvrement des loyers d'un office HLM qui, au contraire, lorsqu'ils sont face à des mères ou des filles (celles-ci s'occupant de leurs parents) débitrices de loyers impayés, s'autorisent à faire pression sur celles-ci au nom de la responsabilité particulière qu'elles sont supposées avoir, en tant que mères ou filles, à l'égard de leurs enfants ou de leurs parents. Et Marie Lanzaro souligne que lorsqu'il s'agit non plus d'hébergement temporaire mais de relogement, les offices HLM sont susceptibles de se montrer très réticents à accepter des mères de familles monoparentales. Les deux contributions dressent ainsi un tableau éclairant du mode de fonctionnement des institutions à l'égard des femmes des populations précaires ou pauvres. Un tableau dont, certes, on voit qu'il ne peut se lire unilatéralement en termes de domination, mais dont ressort nettement l'ambivalence ; les femmes, dans ces relations, reçoivent de l'aide, mais elles y sont réellement aussi exposées aux pressions et à la méfiance.

Les lignes qui précèdent sont loin, il n'est pas besoin de le dire, d'avoir présenté exhaustivement les apports de ce très riche ouvrage. Elles auraient néanmoins atteint leur but si elles étaient parvenues à faire apparaître l'intérêt de la démarche qu'il propose. Les travaux ont été nombreux, au cours des dernières décennies, qui ont montré l'importance, pour une analyse des inégalités de genre, d'une étude de ce qui se joue pour les femmes sur le terrain de l'emploi, du travail, des carrières. Ce livre fait apparaître ce que peut apporter, pour les recherches sur cette question, une entrée par ce qui se joue pour elles dans la sphère du logement. Il montre ce que celle-ci peut

donner à voir, s'agissant de la société française d'aujourd'hui, sur la condition des femmes dans les différents groupes sociaux, sur les fragilités qui les affectent et sur les logiques de genre dans cette société. La sphère du logement est un analyseur potentiel fécond et éclairant pour l'étude de ces logiques. Ce livre met en lumière l'intérêt, pour une analyse de celles-ci, d'une étude de cette sphère et de ce que les femmes y vivent. Il nous invite à tourner davantage le regard vers le monde privé des femmes.

Introduction – De nouvelles questions pour un vieil objet

Anne Lambert, Pascale Dietrich-Ragon et Catherine Bonvalet

Quarante ans après les premières études féministes ayant contribué à « politiser » l'intime (Delphy, 1975), la question du rôle du logement dans la production des rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes n'est, aujourd'hui, plus systématiquement soulevée. D'un côté, avec l'institutionnalisation des recherches sur le genre, les sociologues, démographes et politistes sortent de l'espace domestique et de l'intimité des couples, pour majoritairement saisir les rapports de pouvoir dans les écoles, les entreprises, les partis politiques et, plus largement, dans la sphère publique (Clair, 2012 ; Bérénini *et al.*, 2012). D'un autre côté, les sociologues urbains intègrent peu la dimension du genre dans l'analyse des processus de production de l'espace résidentiel et de ses usages. Les différents courants de recherche ont en effet mis l'accent sur d'autres dimensions des inégalités en fonction des contextes nationaux. En période de forte émigration européenne vers les États-Unis et de ségrégation raciale, la première École de Chicago s'est ainsi intéressée, au début du XX^e siècle, à l'inscription des rapports de race dans l'espace (Safi, 2012) alors que la tradition marxiste de sociologie urbaine qui s'est développée en France dans les années 1970 analysait le logement au prisme des rapports de production, dans une perspective macrosociologique (Park *et al.*, 1925 ; Grafmeyer et Joseph, 1984 ; Amiot, 1986 ; Topalov, 1987, 2013). Le genre est, dans ces deux approches, une grille de lecture secondaire, voire inexistante.

Parallèlement, la création de l'Insee en 1946 et le développement des grandes enquêtes ont contribué à imposer le ménage comme l'unité statistique à partir de laquelle se développent les études quantitatives et qualitatives en sciences sociales (Durif, 1998). Si le concept de ménage a été remis en cause depuis le milieu des années 1990, c'est plus au regard de ses limites à rendre compte des modes d'organisation pratiques des familles et à intégrer la dimension intergénérationnelle dans les stratégies résidentielles (Bonvalet et Gotman, 1993 ; Bonvalet *et al.*, 1999) que dans l'objectif de mieux prendre en compte le rapport des femmes et des hommes au logement. Le ménage reste une boîte noire où l'ordre sexué, les arbitrages et rapports de pouvoir au sein des couples sont invisibilisés, y compris dans les travaux fondés sur des méthodes qualitatives (Chombart de Lauwe, 1959 ; Raymond *et al.*, 1966). Certes, il existe des travaux épars en sciences sociales qui, sans forcément adopter un cadre théorique féministe ou s'inscrire dans les études de genre, croisent telle ou telle dimension du genre et de l'espace ; mais la variation sémantique du concept de logement entre les disciplines et la diversité des réalités matérielles qu'il recouvre³ n'a pas permis la constitution d'un champ de recherche unifié au croisement de ces deux perspectives.

Prenant acte de cette lacune, en même temps que de la fécondité des approches croisant les questions de genre et d'habitat, cet ouvrage vise à analyser, à partir de travaux empiriques variés, la manière dont le logement contribue à la recomposition des identités sexuées et des rapports de pouvoir entre les sexes, à l'aune des transformations sociodémographiques (progression des divorces et des familles recomposées, reconnaissance juridique des unions de même sexe, vieillissement de la population...), mais aussi économiques (crise du logement dans les grandes agglomérations,

³Les mots de « logement », « habitat », « foyer », « chez-soi », « sphère privée » ont été utilisés sans être synonymes.

précarisation des statuts d'emploi au bas de l'échelle sociale) qui affectent la société française contemporaine. Considérant le logement dans ses dimensions matérielle, symbolique, économique et juridique, ce volume dresse un état des lieux et propose de nouvelles perspectives de recherche. Comment l'ordre sexué s'enracine-t-il et se transforme-t-il dans l'espace domestique ? Comment la généralisation du travail salarié des femmes a-t-elle modifié l'accès à la propriété et les stratégies patrimoniales de mobilité sociale ? Comment le lien entre les femmes et l'habitat évolue-t-il plus récemment avec le développement des formes contemporaines de domesticité et d'emplois à domicile ?

Si l'entrée par le groupe des femmes est privilégiée dans la plupart des chapitres de l'ouvrage – un travail approfondi reste encore à mener pour analyser plus finement le rapport des hommes au logement –, il ne s'agit pas d'opposer de manière binaire la situation des premières à celle des seconds. Les différentes contributions analysent les chaînes d'interdépendance complexes entre des femmes, leur conjoint éventuel et des groupes de pairs régulièrement présents dans le logement. Elles questionnent les rapports de pouvoir, de coopération ou de concurrence entre des groupes de femmes appartenant à différents milieux sociaux, qui sont placées en situation de coprésence physique régulière dans le logement. Elles interrogent enfin de manière nouvelle le lien entre les femmes et les institutions publiques et parapubliques en charge du logement et de l'hébergement d'urgence, dont les représentants sont très souvent des femmes. Prime donc ici une approche relationnelle et dynamique du genre. Si le logement abrite durablement des situations de domination, et parfois de violences physiques envers les femmes, il peut aussi constituer une ressource pour leur émancipation économique, sociale et politique.

Comprendre le rapport des femmes à l'habitat nécessite d'abord de faire un détour historique pour discerner les processus ayant contribué à la définition de leur position et de leur fonction dans l'espace privé. La place des femmes dans le logement a été fluctuante au cours de l'histoire selon le type de société et la classe sociale. Avant le XVII^e siècle, les habitations se caractérisaient par la promiscuité entre les personnes qui y résidaient et la polyfonctionnalité des pièces, dont la dénomination restait floue. Le logement était un espace d'habitation mais également, très souvent, un espace de travail pour les membres du groupe domestique. C'est à partir du XVIII^e, et surtout du XIX^e siècle, que « la majeure partie des femmes se retirent de la sphère économique pour se cantonner dans leurs maisons » (Perrot, 1987, p. 141) et que s'effectue la séparation entre espace privé et espace de réception, s'accompagnant de la sexuation des usages des pièces (Magri, 1997). En Angleterre, où la première révolution industrielle est plus précoce qu'en France, l'émergence de la bourgeoisie comme groupe social joue alors un rôle particulier dans la construction du foyer comme lieu du huis clos familial et de l'enfermement féminin (Davidoff et Hall, 2014). L'organisation de l'habitat en tant qu'espace séparé des autres activités sociales consacre la notion d'intimité, en même temps qu'elle révèle une forme exacerbée de division sexuée du travail dans le logement. Cette organisation morale et matérielle de la vie quotidienne constitue un trait distinctif qui oppose la bourgeoisie naissante aux autres groupes sociaux – l'aristocratie d'un côté, et les classes laborieuses de l'autre – où la ségrégation sexuée est moins prononcée : « La recherche de l'efficacité et de la moralité fit de l'organisation du temps, des tâches et des espaces l'axe de la vie de la bourgeoisie. C'est vrai pour les hommes comme pour les femmes, pour les questions domestiques comme pour l'entreprise. L'acquisition d'une demeure et l'invention d'un mode de vie particulier se réalisaient en plusieurs étapes. En premier lieu, il fallait éloigner la maison du monde du travail. Ensuite, trouver un espace pour chaque fonction (cuisiner, manger, laver, dormir), isolé des autres

interactions sociales. La phase suivante se terminant par l'achat d'une villa en banlieue, éloignée et séparée, financièrement et socialement de l'entreprise » (Davidoff et Hall, 2014, p. 346).

Ce modèle domestique et résidentiel de la bourgeoisie anglaise se propage en France par toutes sortes de canaux et contribue à l'émergence d'un nouveau style de vie privée avec l'autonomisation du logement, l'affirmation de la famille nucléaire et la modification du statut des femmes. La diffusion de ces valeurs familiales et leur transformation en normes pour la classe ouvrière sont permises par l'intervention d'un grand nombre d'acteurs privés et politiques. Pour résoudre la crise du logement ouvrier, des patrons encouragent en effet « leurs ouvriers à acquérir au moyen de l'épargne, la propriété de leur foyer domestique et d'y retenir en tout temps la mère de famille » (Perrot, 1987, p. 383). À partir du milieu du xix^e siècle, le couple famille/propriété fournit plus explicitement la base idéologique des catholiques et réformateurs sociaux, avant de devenir l'apanage des partis conservateurs dans la seconde moitié du xx^e siècle : la famille « idéale » se doit d'être propriétaire parce que ce statut d'occupation apparaît comme un gage de bonne moralité et de capacité à épargner, mais aussi parce que la stabilité familiale sous-tendue par ce modèle est vue comme un garant de l'ordre social plus large. Ce socle conservateur demeure encore actuellement comme le montre la réactivation du mot d'ordre politique « tous propriétaires » à partir de 2007 et la volonté de faire de la propriété individuelle un nouveau fondement de la protection sociale (Lambert, 2015). L'histoire du logement et des débuts de l'industrialisation (avec le père de famille entrepreneur capitaliste) ne peut donc se comprendre sans référence aux idées contre-révolutionnaires concernant la famille dont Bonald et le Play se font les porte-paroles⁴.

C'est durant l'après-guerre que les liens unissant femmes et habitat se cristallisent dans les pratiques et dans les représentations avec l'« âge d'or » de la famille nucléaire et la croissance des banlieues pavillonnaires. À une famille type – le couple hétérosexuel avec ses enfants – correspond peu à peu un logement type : la maison individuelle en accession à la propriété située à la périphérie des villes (Bonvalet et Merlin, 1988). Dans le même temps, le développement du salariat féminin, l'accès à l'autonomie financière des femmes et les premières conquêtes féministes en matière de droits civiques et politiques contribuent à distendre les liens spécifiques unissant les femmes à l'habitat et à ébranler la légitimité de ce modèle. Avec l'accès au compte bancaire ou encore au divorce, le rapport à l'habitat des femmes évolue et leurs marges de manœuvre se renforcent. L'espace domestique fait aussi de plus en plus systématiquement l'objet de vives critiques de la part des féministes matérialistes qui le considèrent comme le principal rouage du système patriarcal de domination : dans ce lieu clos où la force de travail féminine est gratuite, invisible et isolée, les femmes n'accèdent jamais aux conditions institutionnelles de leur reconnaissance et partant, de leur émancipation. Dans les sphères plus institutionnelles émerge également une critique politique de ce modèle résidentiel genré. Ouvert par la ministre chargée de la Condition féminine, le colloque du Plan construction de 1979 consacré aux liens entre les femmes et l'habitat (Coutras, 1983) rappelle, par exemple, que les femmes, en vertu de leur rôle de mère et d'épouse, ont progressivement été assignées à l'espace du foyer qu'elles ont à charge d'entretenir en même temps qu'elles effectuent l'essentiel du travail domestique. Non sans ambiguïté, les représentants de l'État encouragent alors les femmes à participer à la conception et à la gestion de leur cadre de vie, sans remettre en cause la répartition traditionnelle des rôles sociaux : elles sont invitées à investir les métiers de l'architecture,

⁴D'après Roger-Henri Guerrand, Le Play est l'un des grands théoriciens de la propriété car c'est lui qui « a établi l'équation propriété = moralité. Pour être un être moral, il faut être propriétaire et autant que possible d'un pavillon parce que c'est dans un pavillon que les familles peuvent d'épanouir » (Guerrand, 1989, p. 42).

de l'urbanisme et des bâtiments, mais aussi les instances de représentation politiques et associatives sur la scène locale (associations de locataires ou de propriétaires, conseils municipaux, etc.). Il est alors intéressant de constater que les hommes ne sont pas évoqués dans ces travaux. S'ils jouent un rôle dans l'autoproduction partielle des logements des catégories populaires (auto-construction, bricolage, etc.), ils investissent plutôt les pièces de réception et les espaces extérieurs qui constituent des supports de pratiques productives et gratifiantes symboliquement comme le rappellent des enquêtes ethnographiques à l'époque (Bourdieu, 1967; Weber, 1989).

Ainsi, des travaux non nécessairement centrés sur une perspective de genre montrent depuis de nombreuses années le rôle discret mais constant des femmes sur la scène résidentielle. L'image mythique du quartier ouvrier comme quartier village, puis celle du quartier populaire menacé par les opérations de rénovation urbaine, n'est-elle pas d'ailleurs largement structurée par la figure des femmes autour desquelles s'organisent les réseaux locaux de solidarité (Willmott et Young, 1960 ; Coing, 1966 ; Authier *et al.*, 2007) ? Elles jouent en effet un rôle central dans l'entretien de la sociabilité familiale et la régulation des relations sociales. Les opérations de démolition-reconstruction sont inversement critiquées pour leurs effets sur la déstructuration des organisations familiales matrilocales fondées sur les relations mères-filles (Willmott et Young, 1960 ; Coing, 1966 ; Schwartz, 1990). Mais le rôle des femmes apparaît comme non moins central dans les stratégies patrimoniales de reproduction sociale, l'entretien des maisons familiales, leur conservation et leur transmission au sein des lignées⁵. Dans l'aristocratie napolitaine, ce sont par exemple elles qui assurent le « placement » des enfants décohésant dans la ville (Pfirsich, 2012).

En dépit de la lente évolution des droits des femmes et de leur accès à une certaine reconnaissance institutionnelle, force est de constater que le logement apparaît majoritairement aujourd'hui comme le lieu privilégié de la domination masculine. En tant qu'espace clos, retranché au regard extérieur et aux formes de contrôle qui régissent la vie sociale, le logement place évidemment les femmes et les hommes dans une situation de coprésence physique durable au fondement de multiples rapports de pouvoir ; ce qui explique que les chercheuses féministes se soient intéressées tôt à cet objet pour en dénoncer la charge oppressive. L'ouvrage programmatique de 1984, *Le sexe du travail*, invitait d'ailleurs à porter une attention symétrique aux structures familiales et à la sphère productive, et présentait le logement comme un espace privilégié d'observation des rapports de genre (Collectif, 1984). C'est dans l'espace privé que « l'antagonisme entre les groupes de sexe s'y réalise avec le plus de violence, dans la plus grande banalité et de façon dissimulée et que la construction de soi genrée y est fondatrice, justifiant l'ordre familial, conjugal, et filial », rappelle la sociologue Isabelle Clair (Clair, 2016). Il est le lieu de la « domination rapprochée⁶ ».

Pourtant, le programme de recherche des féministes est en grande partie resté lettre morte et les sphères productive et reproductive ont souvent été appréhendées de manière opposée, ou du moins dissociée⁷. De manière emblématique, l'entrée « logement » ne figure pas dans le manuel *Introduction aux études sur le genre* (Bereni *et al.*, 2012) contrairement au travail, à l'école, à la sphère politique, à la sexualité ou à la conjugalité. Les objets domestiques et intimes (vêtements,

⁵Le pouvoir résidentiel est défini par les auteures comme le fait d'occuper les instances de sociabilité et de représentation dans l'espace local, à même d'influer sur le cadre de vie et l'environnement. Principalement détenu par les classes moyennes, il est lié à l'essor de professions « féminines » telles que les psychologues, les assistantes sociales, les professeurs du secondaire, et plus largement les professions du relationnel et de l'humain.

⁶On notera toutefois les travaux de Paul Cuturello qui montrent les différences de mobilisation autour de l'accession à la propriété entre lignée masculine et lignée féminine (Cuturello, 1988).

jouets, livres) sont questionnés par les sociologues qui s'accordent à souligner le rôle décisif de la socialisation primaire dans la reproduction des normes de genre ; mais le cadre matériel de vie des individus n'est pas considéré en soi. De même, l'habitat ne fait pas partie des thèmes traités dans le manuel de référence *Sociologie du genre*. Paradoxalement, on pourrait dire que la volonté de politiser l'intime a davantage conduit à montrer comment les espaces dits publics étaient régis par des logiques privées, en lien avec la division sexuée du travail, que l'inverse. Si le « privé » informe le « public », l'inverse est moins vrai au regard des recherches effectivement conduites.

La sous-représentation de l'objet « logement » dans les recherches féministes trahit sans doute la hiérarchie des objets de recherche entre ce qui est perçu comme relevant du « micro » (l'espace domestique, la vie privée, l'intime) et du « macro » (le marché, l'État). Cette dichotomie renvoie, pour Zelizer, à deux principes supposés antinomiques d'organisation sociale : les sentiments et la rationalité (Zelizer, 2001). Dans cette perspective, la sphère domestique serait à la fois pré-sociale et secondaire par rapport aux mécanismes marchands de régulation du monde social. Parsons, fondateur des théories sur la nucléarisation de la famille, n'affirmait-il pas que « l'institution prototype de l'économie moderne, c'est le marché, mais à l'intérieur de la famille tout ce qui ressemble trop à des rapports marchands, surtout s'ils sont concurrentiels, se trouve sinon exclu, du moins fortement limité » (Parsons, 1978, p. 15) ?

Plusieurs difficultés conceptuelles et méthodologiques expliquent également la faible proportion de recherches consacrées aux rapports de genre dans les choix du logement et l'espace domestique. Tout d'abord, la manière de désigner le cadre de vie des individus est plurielle et polysémique comme nous l'avons rappelé plus haut. Les recherches qui s'y rapportent ne forment donc pas un ensemble cohérent et unifié autour d'une problématique commune. Le logement a d'abord été étudié par les économistes et les démographes sous l'angle de la prévision en logement (Henry, 1950) à travers la notion de « besoins en logement des ménages », puis par les sociologues dans une perspective plus qualitative (Chombart de Lauwe, 1958 ; Raymond *et al.*, 1966 ; Haumont, 1966), puis longitudinale (Pourcher, 1966). Ont été privilégiées différentes dimensions selon l'approche disciplinaire : la dimension économique, le logement constituant une « marchandise impossible » (Topalov, 1987) à la fois bien d'usage, bien de consommation échangeable sur le marché et élément de patrimoine transmissible entre générations ; la dimension sociale, le logement constituant le cadre de vie des individus, participant à son statut social par le prestige ou la disqualification de l'adresse ; la dimension psychologique, par l'appropriation de l'espace qu'il permet ; la dimension géographique, par ses coordonnées spatiales et son inscription dans un territoire. Depuis la fin des années 1990, le creusement des inégalités de patrimoine et la part croissante du logement en leur sein se sont accompagnés d'un renouveau des approches matérialistes du logement qui intègrent de plus en plus systématiquement une dimension genrée. Il n'en demeure pas moins que saisir les rapports de pouvoir entre les sexes dans le logement ne constitue pas une tâche aisée. Les espaces privés sont retranchés au regard extérieur et d'un accès difficile, que tend à renforcer la résidentialisation du parc de logements engagée depuis une dizaine d'années (digicode, gardien, vidéosurveillance, etc.). Il pèse aussi sur la demande de l'ethnographe un soupçon de violation du droit à la vie privée alors que les pratiques quotidiennes apparaissent souvent trop banales, ou trop peu légitimes, pour être évoquées en entretien⁸. On l'aura compris, enquêter sur le monde privé des femmes, comme des

⁸ Olivier Schwartz, introduction au *Hobo*, Anderson, 1993, p. 267.

hommes, en dépassant l'unité statistique du ménage, n'est pas chose aisée. C'est malgré tout le défi qu'ont relevé les auteur·e·s réuni·e·s dans ce livre.

Dans cet ouvrage, plusieurs partis pris ont été adoptés. Le premier a été de ne pas se limiter à l'espace domestique, la « boîte à habiter » (Murard et Zylberman, 1976), pour prendre en considération le logement dans sa globalité. Il est ici abordé comme un bien de consommation et un bien immobilier, en même temps qu'au travers de sa dimension spatiale et matérielle, en lien avec l'espace extérieur qui l'entoure et les relations sociales qui s'y nouent. Ceci a conduit les contributeurs·trices à accorder une attention particulière aux espaces intermédiaires (palier, cage d'escalier, jardin) et à leurs acteurs. Ces derniers jouent en effet un rôle clé dans le rapport à la sphère locale dans laquelle s'ancre le logement, mais aussi dans les luttes pour la « réputation » (chapitre 5). Ces acteurs gravitent autour du logement, observent, s'immiscent dans le foyer, jugent et contrôlent les individus. À leur manière, ils sont donc des protagonistes de la scène de l'intime. De même, l'espace public dans lequel se situe le logement a des retentissements directs sur le rapport au foyer. Ainsi, la fermeture des espaces de sociabilité masculine que constituent les cafés dans les territoires ruraux a un effet sur les relations de couple car elle conduit les groupes d'hommes à se replier sur le foyer et implique de nouvelles luttes pour l'appropriation du territoire domestique (chapitre 6). Cette conception large du logement, au sens d'habitat ancré dans un territoire dont les frontières sont malléables, nous a aussi amenés à prendre en compte une ressource sociale particulière directement liée à la stabilité résidentielle, le capital « d'autochtonie » (Retière, 2003). Quand ce sont les hommes qui le détiennent, il constitue un instrument de domination dans le couple. Inversement, les femmes peuvent accumuler des ressources spécifiques par leur investissement dans l'espace local et leur inscription dans des réseaux de sociabilité qui leur permettent d'échapper plus facilement à l'autorité conjugale (chapitre 8).

Le deuxième parti pris a été de lutter contre une vision manichéenne des rapports de pouvoir entre les sexes dans le domicile. Si le logement peut être considéré comme un lieu d'enfermement physique et symbolique des femmes, il peut aussi constituer, dans certaines conditions, une ressource pour ces dernières. Dès le XVIII^e siècle, la tradition des salons littéraires tenus et présidés par des femmes à leur domicile, à destination d'une assemblée mixte de lettrés (Davidoff et Hall, 2014 ; Tissot, 2011), rappelle par exemple que le logement participe à la conquête d'un certain pouvoir politique et d'un statut social pour les plus aisées. La revendication d'une « chambre à soi », soustrait au regard d'autrui et au contrôle masculin, a d'ailleurs été très tôt portée par des écrivaines féministes telles que Virginia Woolf⁹ qui y voyait les conditions matérielles nécessaires à l'expression de soi (ne pas faire l'objet de sollicitation, pouvoir centrer son attention, etc.). Les pratiques contemporaines des squatteuses féministes, qui revendentiquent le droit d'habiter dans des espaces non mixtes (chapitre 7), rappellent que le logement constitue encore aujourd'hui, et dans d'autres catégories sociales, le support d'une construction identitaire positive et participe de la consolidation d'une conscience de genre (Achin et Naudier, 2010 ; Lambert, 2016). Plusieurs textes de cet ouvrage s'intéressent donc au logement en ce qu'il constitue un lieu d'affirmation de soi pour des femmes, mais aussi un moyen de dégager des ressources financières après un veuvage, une séparation ou encore au moment du passage à la retraite, quand les revenus du travail chutent fortement (chapitre 15). Dans les territoires désindustrialisés, le logement apparaît également comme une

⁹Virginia Woolf, 1929, *A Room of One's Own*, Adelaide, The University of Adelaide.

sphère d'investissement compensatoire à la perte d'emploi et à la disqualification sur le marché du travail (chapitre 13).

Un autre parti pris de cet ouvrage a été de désenclaver la sphère du logement en analysant ses relations avec la sphère professionnelle et ses transformations contemporaines. Les sphères privée et publique ne sont pas étanches et les frontières entre les espaces domestique/professionnel tendent à se brouiller à nouveau après la spécialisation fonctionnelle des Trente Glorieuses et la période de plein emploi. De nombreux travaux soulignent en effet les interactions entre sphère productive et sphère familiale et montrent les modes de conversion des ressources et des savoir-faire entre ces différentes activités, tantôt pensées en termes de complémentarité, d'exclusivité, de concurrence, ou de compensation. La remise en cause de la dichotomie public/privé est rendue possible par l'évolution de la conception des « mondes du travail », perçus désormais dans leur diversité. Le travail inclut en effet l'emploi salarié, déclaré et encadré juridiquement, mais aussi le travail indépendant, qui trouve un nouvel essor, les échanges de services au sein de la parenté et du voisinage, le troc, la marchandisation de loisirs créatifs et du temps libre, etc. (Jourdain, 2014). Le brouillage des frontières entre le salariat, l'indépendance et l'inactivité avec, par exemple, le développement du statut d'autoentrepreneur et le succès des plateformes collaboratives (Etsy, Le Bon Coin, etc.), montre que les femmes et les hommes peuvent avoir un usage productif du logement, contribuant à suspendre, transformer ou parfois inverser les normes de genre dominantes dans le logement. Ces évolutions invitent à penser le logement hors de sa fonction résidentielle pour envisager les formes de polyactivités qui s'y logent – et qui s'y sont toujours logées (Perrot, 1991). De surcroît, le retour de la domesticité dans les grandes métropoles fait entrer d'autres acteurs dans l'espace domestique (employées de maison, personnels d'entretien, agents de sécurité, auxiliaires de vie, mais aussi coaches sportifs, professeurs particuliers, etc.). L'espace domestique est, dans cette perspective, un espace de travail où se jouent des rapports de pouvoir (chapitre 14) qui mériteraient de nouvelles recherches centrées, cette fois, sur les travailleurs du domicile encore peu étudiés (électricien, gardien, réparateur, jardinier, etc.).

Le dernier parti pris de cet ouvrage a été méthodologique. Les travaux réunis ici s'affranchissent pour la plupart d'approches statiques, souvent constituées à l'échelle de groupes, au profit d'approches biographiques et longitudinales. Cette rupture épistémologique engagée au tournant des années 1980, avec le déclin du marxisme et du structuralisme en sociologie, a contribué à rendre visible les femmes dans la sphère résidentielle. Elle a aussi pour mérite de montrer que les rapports de pouvoir entre les sexes dans le logement ne sont pas fixés une fois pour toutes, mais peuvent évoluer au cours des âges de la vie, se cristallisant par exemple au moment de la mise en couple et de l'arrivée des enfants, se reconfigurant au profit de la femme en cas de chômage de l'homme ou d'héritage de la lignée féminine ou encore avec le passage à la retraite (Ogg *et al.*, 2012).

Au final, nous avons sélectionné des contributions portant sur des femmes dans des situations familiales et professionnelles diverses (seules, en couple, avec ou sans enfant ; actives ou inactives ; salariées ou indépendantes), appartenant plutôt aux classes populaires et aux fractions intermédiaires de l'espace social. Les classes supérieures apparaissent donc sous-représentées dans cet ouvrage bien que leurs pratiques résidentielles se caractérisent par des stratégies familiales de reproduction sociale bien documentées par ailleurs (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1988 ; Cousin, 2012). L'attention particulière accordée aux ménages des catégories moyennes et populaires s'explique pour partie par la difficulté encore accrue à pénétrer dans la sphère privée des familles plus aisées. Leur logement échappe souvent à la régulation publique et à l'encadrement des professionnels du

marché, les « biens d’exception » étant par exemple moins diffusés sur Internet, ou commercialisés par des réseaux nationaux d’agences immobilières. Inversement, la surreprésentation des catégories populaires a permis de s’interroger sur le rapport aux institutions qui restent des acteurs clés du logement des ménages modestes et précaires. Aujourd’hui comme hier, c’est au travers des femmes que le travail social pénètre au sein des foyers pour y exercer son contrôle (Joseph, 1977). Soulignons aussi que le cas des retraités – pour qui se posent des questions de choix résidentiels avec l’avancée en âge –, n’a pu être abordé et mériterait d’être approfondi dans des recherches ultérieures. Pour finir, une diversité d’espaces a été enquêtée (espace urbain, rural, périurbain...), tous situés en France métropolitaine, qui permettent de questionner l’effet spécifique du territoire et des configurations locales sur le rapport au logement et l’espace résidentiel dans un cadre juridique stable et commun.

Cet ouvrage se divise en trois parties. Dans la première partie, « *titre à venir* », trois spécialistes de l’habitat ou du genre s’intéressent à l’entrecroisement de ces deux thématiques dans leurs champs respectifs. Susanna Magri analyse la manière dont le genre est appréhendé dans les études urbaines, puis Damaris Rose apporte une perspective comparative nord-américaine : les études urbaines au Québec ont très tôt croisé le travail des chercheuses féministes, dont elles étaient pour partie issues. Cette incursion dans la littérature canadienne vise à poser en creux la double question de l’originalité et du « retard français » dans ce domaine de recherche. Inversant le regard, Michel Bozon aborde ensuite la place du logement dans les études de genre. Suite à cette analyse sociohistorique critique, la deuxième partie de l’ouvrage, « Modes de vie et logement, les luttes pour l’espace », porte sur les modes de vie dans le logement et les luttes sexuées pour l’espace domestique. La troisième partie, intitulée « Économies domestiques », analyse enfin la question de l’argent dans le logement. Comment est-elle gérée dans l’espace domestique, quelles sont les inégalités de patrimoine et quels sont les flux de revenus tirés du logement, qu’ils proviennent d’un travail salarié, au noir, ou domestique ?

Plusieurs constats peuvent d’ores et déjà être dégagés des chapitres de ce volume. Le premier est qu’aujourd’hui, les lignes bougent et que la domination masculine ne se loge pas forcément là où on l’attendait. Par exemple, dans les ménages populaires, il apparaît que ce sont les femmes qui tiennent les cordons de la bourse et contrôlent les dépenses de leur conjoint, héritage du « matriarcat budgétaire » du XIX^e siècle (Perrot, 1991). De même, les rôles sont fluctuants et s’adaptent aux situations singulières, comme en témoigne le cas des femmes de ménage qui délèguent chez elles les tâches domestiques à leur conjoint (chapitre 14). Appréhender les rapports de genre à domicile nécessite donc de sortir d’une vision stéréotypée. Sans nier les rapports de domination qui persistent, on observe de nombreux ajustements au sein du couple, des négociations et des résistances à l’imposition d’une définition androcentrée de l’espace de vie. À cet égard, la formation et l’expression des choix résidentiels, qui sont loin de converger « naturellement » au sein des couples, constitue un moment particulièrement heuristique pour saisir les rapports de pouvoir qui se nouent entre les sexes dans et autour du logement.

Les différentes contributions de cet ouvrage montrent aussi que les femmes continuent d’avoir une charge domestique plus élevée que les hommes (chapitre 4) en même temps qu’elles occupent un « poste à responsabilité » dans l’espace domestique. Dans de nombreux cas, ce sont elles qui sont « aux commandes » : c’est le cas pour la gestion du budget (chapitre 10) ou la sollicitation et la gestion des institutions (chapitre 12). Cependant, si cette responsabilité leur confère un certain pouvoir, elle les expose aux tracas (la « charge mentale ») et aux pressions en cas de problèmes économiques, car les institutions considèrent toujours qu’elles sont la porte d’entrée dans le foyer

(Joseph, 1977) et car elles sont en première ligne pour veiller à la cohésion de ce dernier (Dietrich-Ragon, 2015). Les textes soulignent aussi les inégalités entre les femmes : elles ne sont pas logées à la même enseigne selon les ressources et leur situation familiale (en particulier selon qu'elles sont mères ou non) (chapitre 9).

Un autre résultat réside dans le constat que si le logement est le lieu de rapports de genre inégalitaires, il est aussi dans certains cas un amortisseur des inégalités : les femmes y trouvent des ressources (en louant une partie du logement, en y gardant des enfants à domicile, etc.). Dans les catégories relativement aisées, la propriété du logement peut constituer un facteur d'autonomie pour les femmes exposées au veuvage, au célibat durable ou à la séparation conjugale (chapitres 13 et 15) tandis que, chez les plus précaires, le logement HLM représente un « parachute » face aux ruptures conjugales (Dietrich-Ragon, 2013). D'espace de réclusion, le logement peut même devenir un espace de résistance. Il apparaît en effet que les femmes ont une propension à faire bouger les lignes en s'appuyant sur le logement, comme le montre leur engagement dans la sphère locale. L'exemple des squats féministes souligne aussi que ces espaces peuvent être mobilisés comme un lieu de contestation et de renégociation des identités sexuées en devenant des espaces non mixtes (chapitre 7). Pour les femmes, le logement devient alors un outil de lutte, sans doute plus qu'il ne l'est pour les hommes.

En définitive, le logement est longtemps apparu comme une forme de traduction spatiale de la position du ménage dans la hiérarchie sociale. Il détermine l'accès à un patrimoine, des ressources, des modes de vie, contribue à orienter les trajectoires sociales. L'importance de ce résultat historique ne se dément pas dans le contexte actuel ; mais cet ouvrage montre qu'il est nécessaire de l'appréhender et de le décliner à l'aune des rapports de sexes qui structurent la société française et qui se recomposent sous l'effet de la différenciation accrue entre les groupes sociaux.

Références bibliographiques

- Achin C., Naudier D., 2010, « Trajectoires de femmes ordinaires dans les années 1970 : la fabrique de la puissance d'agir féministe », *Sociologie*, 1(1), p. 77-93.
- Amiot M., 1986, *Contre l'État, les sociologues. Éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*. Paris, Éditions de l'EHESS.
- Authier J.-Y., Bacqué M.-H., Guérin-Pace F., 2007, *Le quartier*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches ».
- Benoît-Guilbot O., Catherine Modai C., 1980, « Identité sociale, action collective et pouvoir résidentiel à Jaricourt », *Cahiers de l'OCS*, 6, p. 247-265.
- Bereni L., Chauvin S., Jaunait A., Revillard A., 2012, *Introduction aux études sur le genre*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, coll. « Ouvertures politiques ».
- Bonvalet C., Gotman A. (dir.), 1993, *Le logement, une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et entreprises ».

Bonvalet C., Gotman A., Grafmeyer Y. (dir.), 1999, *La famille et ses proches, L'aménagement des territoires*, Paris, Ined Éditions, coll. « Les cahiers », 143.

Bonvalet C., Merlin P. (dir.), 1988, *Transformation de la famille et habitat*, Actes du colloque présidé par Pierre Merlin (Institut français d'urbanisme), Paris, 20-21 octobre 1986, Paris, Ined Éditions, coll. « Les cahiers », 120.

Bourdieu P., 1967, « La maison kabyle ou le monde renversé » in J. Pouillon et P. Maranda (dir.), *Échanges et communications : mélanges offerts à Claude Lévi-Strauss*, Paris, Mouton, p. 739-758.

Chombart de Lauwe P.-H., 1956, *La vie quotidienne des familles ouvrières*, Paris, CNRS Éditions.

Chombart de Lauwe P.-H., 1959, *Famille et habitation*, Paris, CNRS Éditions.

Clair I., 2012, *Sociologie du genre*, Paris, Armand Colin.

Clair I., 2016, « Faire du terrain en féministe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 213, p. 66-83.

Coing H., 1966, *Rénovation urbaine et changement social. L'îlot n° 4 (Paris 13^e)*, Paris, Les Éditions ouvrières.

Collectif, 1984, *Le sexe du travail. Structures familiales et système productif*, Grenoble, PUG.

Cousin B., 2012 « Classes supérieures de promotion et entre-soi résidentiel : l'agrégation affinitaire dans les quartiers refondés de Milan », *Espaces et sociétés*, 150, p. 85-105.

Coutras J., 1983, *Les femmes et l'habitat*, Actes du colloque du 24 avril 1979, *Annales de Géographie*, 92(512), p. 467-468.

Cuturrello P., 1988, « Statut du logement et réseau familial » in C. Bonvalet et A.-M. Fribourg (dir.), *Stratégies résidentielles* Paris, Ined Éditions, Plan Construction et Architecture, p. 195-202.

Davidoff L., Hall C., 2014, *Family Fortunes, Hommes et femmes de la bourgeoisie anglaise (1780-1850)*, Paris, La Dispute.

Delphy C., 1975, « Pour un féminisme matérialiste », *L'Arc*, 6.

Dietrich-Ragon P., 2013, « Qui rêve du logement social ? », *Sociologie*, 4(1), p. 19-42.

Dietrich-Ragon P., 2015, « L'entourage des personnes en situation de précarité résidentielle », *Revue française de sociologie*, 56(2), p. 301-330.

Durif P., 1998, « L'émergence de l'outil statistique (xix^e-xx^e) », in M. Segaud, C. Bonvalet, J. Brun (dir.), *Logement et habitat, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 46-50.

Grafmeyer Y., Joseph I., 1984, *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Auber.

Guerrand R. H., 1989, « Le logement à travers la vie privée », in *Les Français et leur logement : 1789-2089*, Actes du XXXII^e colloque de la CNAB, n° 207.

Haumont N., 1966, *Les pavillonaires*, Paris, CRU.

- Henry L., 1950, « Perspectives relatives aux besoins de logement », *Population*, 5(3), p. 433-446.
- Jourdain A., 2014, « L'origine sociale de la vigilance entrepreneuriale. Quand les artisans d'art se font entrepreneurs », *Sociologie du travail*, 56(3), p. 279-297
- Joseph I., Battegay A., Philippe Fritsch P. (dir.), 1977, « Disciplines à domicile. Les dispositifs de normalisation de la famille », *Recherches*, 28.
- Lambert A., 2015, « *Tous propriétaires !* ». *L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Le Seuil.
- Lambert A., 2016, « Échapper à l'enfermement domestique. Travail des femmes et luttes de classement en lotissement pavillonnaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 215, p. 56-71.
- Magri S., 1997, « L'intérieur domestique. Pour une analyse du changement dans les manières d'habiter », *Genèses*, 28, p. 146-164.
- Murard L., Zylberman P. (dir.), 1976, « Le petit travailleur infatigable, ou le prolétaire régénéré. Villes-usines, habitat et intimités au XIX^e siècle », *Recherches*, 25.
- Ogg J., Bonvalet C., Gallou R., 2012, « Patrimoine immobilier et retraite : regard sur les couples », *Retraite et société*, 62(1), p. 59-78.
- Park E.R., Burgess E., McKenzie R., 1925, *The City. Suggestions for Investigations of Human Behavior in the Urban Environment*, Chicago, University of Chicago Press.
- Parsons T., 1978, *Action Theory and the Human Condition*, New York, Free Press.
- Perrot M. (dir.), 1987, *Histoire de la vie privée* (coll. dirigée par P. Ariès et G. Duby). *Tome 4 : de la Révolution à la Grande Guerre*, Paris, Le Seuil.
- Duby G., Perrot M. (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, 5 volumes, Paris, Plon.
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M., 1989, *Dans les beaux quartiers*, Paris, Le Seuil.
- Pfirsch T., 2012, « Réseaux familiaux et parcours résidentiels individuels dans les classes supérieures. L'exemple de Naples », in V. Caradec, S. Ertul, J.-P. Melchior (dir.), *Les dynamiques des parcours sociaux. Espace, temps, profession*, Rennes, Pur, p. 167-185.
- Plan Construction et habitat, 1989, « Les femmes et l'habitat », Actes du Colloque du 24 avril 1979, Paris, ministère de l'Équipement.
- Pourcher G., 1966, « Un essai d'analyse par cohorte de la mobilité géographique et professionnelle », *Population*, 21(2), p. 356-378.
- Raymond H., Raymond M-G., Haumont N., Haumont A., 1966, *L'habitat pavillonnaire*, Paris, CRU.
- Retière, J., 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, 63(3), p. 121-143.
- Safi M., 2011, « Penser l'intégration des immigrés : les enseignements de la sociologie américaine », *Sociologie*, 2(2), p. 149-164.

Schwartz O., 1990, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, Puf.

Tissot S., 2011, *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'agir, coll. « Cours et travaux ».

Topalov C., 1987, *Le logement en France ; histoire d'une marchandise impossible*, Paris, Presses de Sciences Po.

Topalov C., 2013, « Trente ans de sociologie urbaine. Un point de vue français », *Métropolitiques*, 16 octobre 2013 ; <http://www.metropolitiques.eu/Trente-ans-de-sociologie-urbaine.html>.

Weber F., 1989, *Le travail à-côté : étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, Éditions de l'EHESS (rééd. revue et augmentée 2009).

Willmott P., Young M., 1960, *Family and Class in a London Suburb*, Westport Connecticut, Greenwood Press (rééd. 1984).

Résumés des chapitres de l'ouvrage

Partie I. Genre et logement : regards croisés

1. Le genre dans les approches sociologiques de l'habitation en France

Susanna Magri

Nombre de travaux en histoire sociale ont été réalisés sur les femmes en relation avec la ville et l'habitation urbaine – que l'on pense aux travaux impulsés par Michelle Perrot, publiés en particulier dans *son Histoire des femmes des femmes en Occident (1990-1991)*, mais aussi aux analyses consignées dans *Histoire de la vie privée*, en particulier dans le volume dirigé par Antoine Prost (1987). Au contraire, dans la littérature sociologique relative à l'habitation, le genre n'a guère été, pendant longtemps, une entrée dans l'analyse : il n'a pas structuré les problématiques, ni dominé les questionnaires de recherche. Ceci ne veut pas dire que les travaux sociologiques ont toujours ignoré les différences selon le genre des faits qu'ils ont observés. Mais cette différenciation entre les hommes et les femmes face à l'habitation, quand elle a été décrite, n'a que rarement donné lieu à une analyse explicative. Celle-ci n'est devenue un objet explicite de recherche qu'à partir des années 1980 quand la famille comme entité décomposée a été envisagée par la sociologie. Elle n'a cependant été systématiquement développée que très récemment, comme en témoignent les travaux qui sont présentés dans cet ouvrage. C'est cette évolution que retrace ce premier chapitre.

2. Femmes et logement au Québec : recherche et activisme féministes

Damaris Rose

Au Québec, les recherches féministes sur le logement remontent au début des années 1980. Elles s'intègrent très souvent à la tradition québécoise de recherche universitaire « orientée » du fait d'être menées afin de « mieux comprendre pour mieux intervenir » sur les inégalités genrées, en collaboration avec des organisations associatives. Le courant féministe-socialiste en études urbaines fut un déclencheur important : il permettait de concevoir comment les rapports capitalisme/patriarcat – reposant sur la reproduction de la famille nucléaire « classique », caractérisée par une forte division sexuée entre le travail rémunéré et le travail domestique et du *care* – s'inscrivaient dans les politiques d'habitation et d'aménagement urbain au détriment des femmes dont la situation familiale ou les besoins d'emploi ne correspondaient pas à ce modèle. Les conditions matérielles de différents sous-groupes – femmes monoparentales, immigrantes, âgées – ont continué de faire l'objet de recherches empiriques dans les années 1990-2000. Plus récemment, l'approche intersectionnelle donne un nouveau souffle au domaine avec, notamment, l'émergence d'un corpus de recherche très nuancé sur l'itinérance féminine et sur les enjeux de logement pour les femmes autochtones, quoique la recherche sur les intersections de genre, identités sexuelles et logement demeure peu développée.

3. Logement, intimité et genre

Michel Bozon

Le féminisme a dans les années 1970 problématisé l'intimité en proclamant que « le privé était politique », mais sans montrer initialement d'intérêt particulier pour l'espace domestique et le logement. Ce chapitre reprend la question du genre dans son cadre spatial et la contribution de l'habitat à la construction matérielle et spatiale du genre. Il existe toute une histoire genrée des lieux du privé et de l'intimité, en lien avec la différenciation progressive des fonctions des lieux dans les demeures. La sociologie contemporaine de la famille montre comment l'espace privé et ses usages sont modelés par des enjeux de genre, qui construisent et entretiennent une division sexuée du travail. Enfin le cadre privé est un lieu de pratique et d'inscription de la sexualité, étudié ici à travers l'occupation de l'espace privé par les couples de personnes de même sexe, et la « domestication » contemporaine de la sexualité des jeunes et de la sexualité conjugale.

Partie II. Modes de vie et logement : les luttes pour l'espace

4. Les immeubles populaires parisiens

Anaïs Albert

Ce chapitre analyse les rapports de genre et de classe au sein des immeubles de rapport des quartiers populaires parisiens à la Belle Époque. Dans cet habitat, la frontière entre le privé et le public est constamment mise en jeu, car si le logement en lui-même est un espace privé, les locataires ont également la jouissance collective d'un certain nombre d'espaces (couloir, palier, escalier, cour intérieure) dont le statut est incertain et qui donne lieu à des conflits d'appropriation. Les objets possédés par des locataires, analysés à travers un corpus de scellés après décès, montrent l'existence d'un monde privé féminin, puisque les femmes investissent davantage que les hommes dans le soin de l'intérieur. L'analyse des interactions et des conflits dans les parties communes des immeubles, menée à partir d'archives judiciaires, montre l'importance du genre dans ces espaces, à la fois comme rapport social, qui est un rapport de force, mais aussi comme système symbolique qui sert à dire d'autres rapports de domination et notamment le rapport locatif.

5. L'apéritif, un moment d'appropriation du foyer par les hommes

Benoit Coquard

Cette enquête en milieu populaire rural montre que le domicile conjugal fait office de lieu de sociabilité du groupe d'amis pour des jeunes de classes populaires d'entre 20 et 30 ans. Or à cet âge de la vie où les enquêtés sont dans une période de mise en couple récente, ce sont généralement les jeunes femmes qui ont rejoint la « bande de potes » de leur conjoint : cette nouvelle sociabilité amicale tourne autour des hommes et se déroule le plus souvent dans leur foyer. Par des observations des apéritifs « chez les uns les autres », on voit que le domicile conjugal, largement associé au contrôle féminin en milieu populaire, est dans ce cas investi par les jeunes hommes qui possèdent davantage de capital d'autochtonie et souvent de capital économique que leurs conjointes. Ils peuvent imposer leurs amis et même configurer le domicile de façon à le dédier à la réception du groupe, tandis que les femmes doivent s'adapter face à ce qui leur paraît parfois être un envahissement de leur vie privée.

6. La recomposition des rapports de genre dans les squats féministes

Édith Gaillard

Mode d'action militante associée à une critique féministe de l'ordre social et du lieu d'habitation, un squat féministe se présente pour les militantes féministes qui l'investissent comme « une solution habitante » à la question des rapports de genre et de domination dans l'espace. Pour saisir ce passage spécifique à l'action collective féministe au sein d'un squat, nous nous proposons de retracer les trajectoires sociales des militantes féministes et de dégager les éléments marquants de leurs parcours à partir d'une double hypothèse : le genre produit de la différenciation spatiale et l'espace habité participe en retour de la construction des identités de genre.

À partir d'« épreuves de genre », les militantes féministes engagent une production de l'espace qui consiste à ne pas reproduire la différenciation des identités de sexe, à lutter contre les inégalités de traitement des corps et contre les violences faites aux femmes, lesbiennes et trans. Dans la perspective féministe étudiée, cela revient à repousser les « frontières » des espaces et du genre pour construire un « espace à soi ».

L'incorporation des modalités habitantes constitutives du squat permet alors aux personnes engagées de se transformer simultanément au travers de l'acte d'habiter.

7. Des femmes en périurbain : la réinvention d'un mode de vie ?

Lionel Rougé

S'appuyant sur un corpus d'entretiens compréhensifs, réalisés en 1999 puis en 2007, auprès de ménages de condition sociale modeste accédant à la propriété d'une maison individuelle en périurbain, l'article envisage de décrypter les rapports sociaux de sexe, et leur évolution, face aux choix résidentiels et aux modes de vie afférents. La première partie présente l'expérience de mobilité périurbaine et souligne les différenciations discursives dans le choix d'une maison individuelle en accession vers l'espace périurbain. La deuxième partie revient sur les « tactiques » et les « ruses » mises en œuvre par les femmes pour dépasser leur captivité et mettre en exergue des ressources, des soutiens ou des liens susceptibles d'activer une appartenance territoriale. Bien que resserrées dans l'espace local, ces capacités d'action n'en sont pas moins source d'ancrage et une tentative, plus ou moins aboutie, de positionnement dans un espace social en reconfiguration. La troisième partie vient alors souligner dans quelle mesure l'installation périurbaine, malgré des premières années parfois douloureuses pour ces femmes, finit toutefois par acquérir, à force d'ajustements et de temps, un pouvoir symbolique susceptible d'initier d'autres rapports à l'espace domestique comme à l'espace social local.

8. Femmes et hommes sans-domicile : un traitement préférentiel ?

Marie Lanzaro

L'analyse de parcours de femmes hébergées et relogées dans le parc social francilien entre 2000 et 2012, celle du système de prise en charge et de la littérature existante, amène à questionner les incidences et le potentiel avantage du sexe et du genre féminins depuis la prise en charge dans l'hébergement jusqu'au relogement.

Deux logiques sont à l'œuvre dans l'hébergement : la compassion et la recherche de maximisation des chances de résinsertion. Toutes deux donnent l'avantage aux « femmes-mères ». Les contreparties à l'hébergement, inscrites dans un souci d'« activation » des bénéficiaires, se distinguent entre hommes et femmes. Pour ces dernières, l'injonction à l'autonomie suscite des

tensions entre les sphères professionnelle et domestique. Lors du relogement c'est une troisième logique qui est à l'œuvre, celle-ci vise à la réduction des risques. Elle dépasse les questions de sexe et de genre. Pour autant, les familles monoparentales, avec à leur tête des femmes, font l'objet de considérations particulières dans un souci tant de protection que de mixité sociale, et de maintien de l'ordre social des immeubles où elles sont relogées.

Partie III. Économie domestique

9. La gestion du budget : un pouvoir paradoxal pour des femmes de classes populaires

Ann Perrin-Heredia

Cet article explore sous un nouvel angle une recherche qui portait sur les pratiques et les représentations économiques de certains habitants d'un quartier populaire d'une ville moyenne française. L'enquête est, cette fois, revisitée en interrogeant les rapports de pouvoir entre sexe dans et autour du logement. Comment expliquer que les femmes rencontrées, pour la plupart sans emploi et donc sans revenu, visiblement cantonnées dans la sphère domestique et assignées aux tâches invisibles, puissent, dans le même temps, se prévaloir de l'entièvre maîtrise de l'argent domestique ? Au-delà des seuls artefacts méthodologiques, revenir sur le contenu de ce pouvoir domestique (maîtrise des moyens de paiement, des dépenses et des décisions budgétaires, maîtrise de l'information, expertise et quasi-professionnalisation des activités de gestion et de consommation) et ce qui le fonde (socialisation économique genrée) mais aussi sur sa portée – en l'occurrence limitée (les budgets dont il est question sont très faibles) – conduit à relativiser ce pouvoir dévolu aux femmes tout en rappelant la nécessité de le penser comme articulé à d'autres formes de domination. Il s'agit là, probablement, de la seule échappatoire pour décider si ce pouvoir domestique, au sens étymologique du terme – c'est-à-dire comme pouvoir sur les choses de la domus –, est l'une des manifestations d'un pouvoir de domestique ou d'un pouvoir de domestication.

10. Le patrimoine immobilier. Une analyse du genre de la propriété

Sibylle Gollac

Les travaux récents de Thomas Piketty ont mis en lumière la remontée des inégalités de patrimoine dans les sociétés contemporaines. Mais les données empiriques apportées par les économistes n'offrent pas d'éclairage sur les inégalités patrimoniales entre hommes et femmes. D'après des travaux pionniers, elles sont cependant significatives et en augmentation. Nous nous proposons justement d'explorer ces inégalités patrimoniales entre hommes et femmes à partir de la question de la propriété du logement au sein des couples hétérosexuels dans la France contemporaine. Il s'agit de mettre en évidence dans quelle mesure l'accession à la propriété des couples se traduit – ou non – par des droits de propriété égaux des conjoints sur le logement, et d'appréhender les processus qui peuvent aboutir à des droits différenciés selon le genre. Pour cela on mesure, à partir de données statistiques nationales, les inégalités entre hommes et femmes en matière de propriété immobilière, en particulier au sein du couple. Au passage, on expose succinctement les difficultés liées à ces mesures, qui expliquent pour partie l'absence relative de données à ce sujet. L'analyse de deux monographies de famille met alors en évidence les processus selon lesquels des conjoints peuvent accéder à la propriété avec des droits inégaux sur le logement qu'ils acquièrent. Ces mécanismes, qui se jouent au moment des héritages, de la mise en couple et des séparations, sont statistiquement perceptibles à l'échelle nationale, et nettement genrés, au détriment de la propriété féminine.

11. Faire payer les femmes : le sexe du recouvrement des dettes de loyer

Camille François

S'appuyant sur une enquête ethnographique menée auprès du service recouvrement et contentieux d'un bailleur social municipal de banlieue parisienne, la présente contribution se propose d'analyser le travail de prélèvement monétaire et de normalisation budgétaire que réalisent les agents institutionnels auprès des locataires endettés. Nous montrons ainsi comment ces techniques de recouvrement tentent de restaurer une « économie de l'obligation » qui cible principalement les femmes, et s'inscrivent plus généralement dans les rapports sociaux de sexe qui structurent à la fois l'économie domestique des ménages, le recrutement de l'institution et les interactions avec son public.

12. Le travail du domicile : une entreprise de résistance au déclassement ?

Cécile Vignal

À partir d'une enquête auprès de familles populaires d'une agglomération désindustrialisée du Nord de la France, l'article s'intéresse à un type de travail réalisé dans l'espace domestique, que nous nommons le travail *du* domicile. Ces pratiques d'auto-construction et de rénovation du logement permettent de devenir propriétaire à bas prix en consacrant du temps de travail à la rénovation partielle ou totale du logement. Elles sont aussi un moyen pour devenir bailleur et ainsi générer des revenus complémentaires. Ce travail est rendu possible par une répartition sexuée des tâches et une invisibilisation du travail des femmes sur le logement. Il donne aux hommes un rôle particulier dans la parenté, contribuant au travail de *care* par la rénovation des logements de parents âgés, de sœurs et de frères. Mais il donne aussi aux femmes, une forme d'autonomie résidentielle, une respectabilité restaurée après une rupture conjugale. La valeur économique et symbolique de ce travail *du* domicile permet de comprendre l'importance de l'habitat et de la propriété privée dans un contexte de précarisation des classes populaires.

13. Assistante maternelle, femme de ménage aide à domicile : un retour au foyer ?

Christelle Avril

Les emplois de service aux particuliers occupés aujourd'hui par 1,2 million de femmes permettent de poser de manière originale et décalée les liens entre habitat et genre. Le fait qu'une part croissante des femmes de milieux populaires se maintienne en emploi en exerçant dans des domiciles privés a-t-il des effets sur l'ordre des sexes ? Au préalable, on décrit les différentes pénibilités du travail des femmes de ménage, assistantes maternelles et aides à domicile pour montrer combien la catégorie « emplois à domicile » peut prêter à des amalgames hâtifs avec la situation des femmes au foyer. Le domicile est ensuite envisagé en tant qu'espace de socialisation professionnelle aux effets équivoques. À travers ces emplois, des femmes sont socialisées à faire des tâches domestiques. Mais le fait d'être rémunérées et confrontées à des exigences variées produit aussi chez elles les conditions d'une dénaturalisation du travail domestique. Enfin pour saisir les formes de subordination de ces femmes, il faut prendre en compte le rapport à leur propre habitat. Celles qui habitent la ville où elles exercent, disposent d'un capital d'autochtonie qui les protège des formes les plus pénibles de

l'emploi. Cependant, plus contrôlées dans l'espace public, elles sont aussi plus soumises à l'ordre des sexes que leurs homologues dont l'entourage vit loin de leur lieu de travail.

14. Le logement comme ressource : propriétaires professionnelles, rentières et logeuses *Marie-Pierre Lefevre*

Quelles fonctions les femmes attribuent-elles aux biens immobiliers qu'elles possèdent en propre ? Ce chapitre propose de défricher cette question à partir d'une enquête approfondie auprès de trente bailleresses, qui louent des logements indépendants ou une/des partie/s de leur propre logement. La confrontation de pratiques très diverses, plus ou moins inscrites dans la sphère marchande, met en évidence trois catégories de loueuses, dont chacune attribue une signification spécifique à la location et au revenu qu'elle procure : pour les « professionnelles » l'activité locative est un authentique travail et la rente, un revenu ; pour les « rentières », à l'inverse, la rente vient pallier l'insuffisance des revenus véritables qui sont ceux dérivés de l'emploi (salaire et retraite principalement) ; les logeuses, quant à elles, organisent leur activité de façon à retirer des ressources qui ne soient pas principalement monétaires. Au-delà de ces différences, la propriété immobilière procure à toutes ces femmes une ressource convertible, qui non seulement compense ou complète celles qu'elles tirent de leur activité professionnelle mais qui leur offre une source d'autonomie à l'égard de leurs enfants et de leur éventuel conjoint.

Biographies des auteurs

Anaïs Albert est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris 7-Diderot et membre du laboratoire de recherche Identités, Cultures et territoires (ICT). Elle est spécialiste de l'histoire du genre et des classes populaires dans la France du XIX^e siècle et a notamment travaillé sur la consommation. Ses travaux s'orientent aujourd'hui vers une étude des micro-conflictualités quotidiennes, au travail ou sur le lieu de vie, à travers des sources judiciaires.

anaisalbert@yahoo.fr

Christelle Avril est maîtresse de conférences à l'EHESS et sociologue au CMH (Centre Maurice Halbwachs). Ses travaux portent sur les femmes salariées des milieux populaires et l'articulation classe, genre, migration/racisation au travail. L'une de ses recherches actuelles vise à spécifier la condition des *domestic workers* à partir de comparaisons internationales. Une autre s'intéresse, à partir d'une double enquête statistique et ethnographique, à un pan du salariat modeste délaissé par la sociologie : les secrétaires.

christelle.avril@ehess.fr

Catherine Bonvalet est directrice de recherche à l'Ined et chercheure associée au Cresppa-GTM (Genre, Travail, Mobilités). Ses recherches portent sur le logement, les solidarités familiales et les baby-boomers. Elle mène actuellement, à partir des enquêtes biographiques de l'Ined, une étude sur les trajectoires résidentielles, géographiques et familiales des générations de Franciliens nés entre 1911 et 1950.

bonvalet@ined.fr

Michel Bozon est sociologue à l'Ined et chercheur associé à l'Iris (Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux-EHESS). Il est directeur adjoint du GIS-Institut du genre. Ses recherches portent sur le genre et la sexualité en France, en Europe et en Amérique du Sud. Avec Nathalie Bajos, il a été co-responsable de l'enquête Contexte de la sexualité en France (2006). Ses travaux récents portent sur la pratique de l'amour, sur le genre et le vieillissement, et sur l'âge et la sexualité.

booz@ined.fr

Catherine Cavalin, sociologue, est chargée de recherche CNRS à l' Irisso (Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales, Université Paris-Dauphine). Ses travaux portent sur les liens entre santé et violences interpersonnelles, le statut d'assuré social, le genre et la description sociale des conditions professionnelles et extraprofessionnelles d'exposition à des risques. Sa démarche de recherche associe une mesure statistique fondée sur le croisement de sources diverses, à l'interprétation qualitative des données.

catherinecavalin10@gmail.com

Clara Champagne est doctorante à l'Ensa (École de la statistique et de l'administration

économique) et à l'Ibens (Institut de biologie de l'École normale supérieure) à Paris. Au cours de ses études à l'Ensaï, elle a effectué un stage long à l'Ined, et elle travaille désormais dans le cadre de son doctorat sur des modèles mathématiques représentant les dynamiques de maladies infectieuses comme la dengue ou le zika.

clara.champagne@ensae.fr

Benoit Coquard est chargé de recherche à l'Inra, membre du laboratoire Cesaer (Centre d'Économie et de Sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux) et docteur en sociologie de l'Université de Poitiers. Ses recherches, et notamment sa thèse, portent sur les jeunes ruraux de classes populaires. Il travaille actuellement sur les conditions d'entrée dans la profession agricole et les styles de vie des jeunes agriculteurs.

benoit.coquard@inra.fr

Pascale Dietrich-Ragon est chargée de recherches à l'Ined et chercheure associée au Centre Maurice Halbwachs. Ses recherches portent sur les inégalités de logement, la précarité résidentielle et les conditions de vie des catégories populaires. Elle a travaillé sur les occupants de logements insalubres, les demandeurs de logements sociaux, les sans-domicile et s'intéresse actuellement aux difficultés de logement des jeunes.

pascale.dietrich@ined.fr

Camille François est docteur en sociologie, membre de l'équipe Culture et sociétés urbaines du Cresppa (Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris) et agrégé-préparateur à l'École normale supérieure. Après une enquête menée sur les projets de démolition et les opérations de relogement des grands ensembles dans le cadre du Programme national de rénovation urbaine, il a mené une thèse de doctorat sur l'administration des procédures d'expulsion pour dette locative. Ses intérêts et travaux de recherche se situent à l'intersection de la sociologie urbaine et du logement, de la sociologie du droit et de la justice, de la sociologie de l'État, et de la sociologie des classes populaires.

cam.francoi@gmail.com

Édith Gaillard est maître de conférences en sociologie à l'Université de Bretagne Occidentale (UBO), rattachée au Labers (Laboratoire d'études et de recherche en sociologie). Après avoir mené une thèse sur les squats féministes en France et en Allemagne, elle poursuit ses activités de recherche en vue d'élaborer une sociologie du genre renouvelée à partir de la problématique du privé et du public, de l'habitat et de l'habiter, des engagements féministes.

edith.gaillard@univ-brest.fr

Sibylle Gollac est sociologue au CNRS au sein de l'équipe Culture et sociétés urbaines du Cresppa (Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris). Ses recherches portent sur les mobilités sociales et le rôle du patrimoine dans la reproduction, ainsi que sur la place de l'économique et du juridique dans les relations de parenté et les inégalités de genre.

sibylle.gollac@cnrs.fr

Anne Lambert, sociologue, est co-responsable de l'unité de recherche Mobilité, logement, entourage et chargée de recherche à l'Ined et chercheuse associée au Centre Maurice Halbwachs. Après avoir travaillé sur l'accès à la propriété et au crédit immobilier des ménages modestes, elle s'intéresse aux incidences biographiques de la mobilité professionnelle du point de vue de la conjugalité, de la parentalité et des rapports de genre.

anne.lambert@ined.fr

Marie Lanzaro est chargée d'études et d'observation au service intégré d'accueil et d'orientation de Paris et chercheuse associée au Lab'Urba. Docteure en urbanisme et sociologie, elle travaille sur les questions d'habitat et de précarité. L'analyse des dimensions individuelle, structurelle et conjoncturelle des difficultés de logement et de la sortie de celles-ci l'amène à questionner tant les politiques sociales et urbaines, les dispositifs et pratiques qui en découlent que les parcours individuels et les expériences vécues des publics ciblés.

marie.lanzaro@hotmail.fr

Marie-Pierre Lefèuvre est professeure de sociologie à l'Université de Tours, responsable du laboratoire Cost (Construction sociale et politique des espaces, des normes et des trajectoires, UMR Citères). Ses travaux portent sur la ville et l'habitat, plus spécialement sur les comportements patrimoniaux, individuels et collectifs. Elle a mené plusieurs recherches sur la copropriété.

marie-pierre.lefeuvre@univ-tours.fr

Susanna Magri est sociologue, directrice de recherche émérite au CNRS, rattachée à l'équipe Cultures et sociétés urbaines du centre de recherches sociologiques et politiques de Paris. Ses travaux portent principalement sur l'habitation populaire et les politiques urbaines au xx^e siècle. Elle a participé à de nombreuses études d'histoire urbaine et a longtemps animé la revue Genèses, sciences sociales et histoire.

susanna.magri1@gmail.com

Ariane Pailhé, docteure en économie, est directrice de recherche et directrice déléguée à la recherche de l'Ined. Ses travaux portent sur les inégalités salariales et d'emploi selon le sexe et/ou l'origine ethnique, l'articulation entre la vie familiale et la vie professionnelle, la gestion du temps domestique et parental entre conjoints, la dynamique des parcours de vie individuels. Elle participe actuellement à la conception de plusieurs enquêtes quantitatives d'envergure nationale : elle est responsable du groupe thématique Économie et précarité de la cohorte d'enfants Elfe et du groupe vie conjugale de la future enquête Trajectoires et Origine 2.

pailhe@ined.fr

Ana Perrin-Heredia est chargée de recherche CNRS au CURAPP-ESS (Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique-Épistémologie des sciences sociales). Ses travaux portent principalement sur les économies domestiques des milieux populaires et leur encadrement institutionnel dans une perspective pluridisciplinaire.

aperrinheredia@gmail.com

Damaris Rose est docteure en géographie et spécialiste des études urbaines, professeure honoraire au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique (une composante de l'Université du Québec), où elle était professeure titulaire jusqu'à sa prise de retraite en septembre 2017. Ses travaux portent sur le logement, plus particulièrement l'insertion

résidentielle des femmes et des personnes immigrantes et réfugiées, et sur les phénomènes de gentrification et de mixité sociale dans les grands centres urbains. Elle coordonne le volet montréalais d'un partenariat pancanadien de recherche sur les quartiers en transition.

damaris.rose@ucs.inrs.ca

Lionel Rougé est maître de conférences à l'Université de Caen-Normandie et chercheur au laboratoire Espaces et sociétés du CNRS. Ses recherches portent sur les recompositions des modes de vie dans les contextes périurbains essentiellement métropolitains. Il a participé à plusieurs consultations de recherche du Plan Urbain Construction Architecture (Maison individuelle : architecture urbanité ; Mobilités et territoires urbains ; Vieillissement et habitat ; La mobilité et le périurbain à l'impératif de la ville durable : ménager les territoires de vie des périurbains ; Du périurbain à l'urbain), du Certu et pour Leroy Merlin Source. Il a été membre du forum Vies mobiles et coanime les ateliers Trajectoires des espaces périurbains et Alternatives dans l'habitat du Rehal (Réseau Recherches-Habitat-Logement).

lionel.rouge@unicaen.fr

Olivier Schwartz est sociologue, professeur émérite à l'Université Paris Descartes et membre du Cerlis (Centre de recherches sur les liens sociaux). Ses recherches portent sur les catégories modestes du monde du travail. Il enquête aujourd'hui sur les conducteurs de bus de la RATP (Régie autonome des transports parisiens), dont il étudie plus particulièrement les situations de travail, les formes de culture et les formes de politisation.

o.schwartz@wanadoo.fr

Anne Solaz, docteure en économie, est directrice de recherche à l'Ined. Ses thèmes de recherche portent sur les inégalités de genre sur le marché du travail et dans la répartition du temps domestique, la fécondité, les séparations et secondes unions, et les inégalités sociales dans l'enfance. Ses récents travaux portent les conséquences des séparations conjugales pour les adultes et les enfants. Elle dirige actuellement un nouveau projet de recherches ANR : Vieillir à deux sur les déterminants et conséquences économiques des formations et déformations d'unions après 50 ans. Elle est rédactrice en chef de la revue Population.

solaz@ined.fr

Cécile Vignal est maître de conférences en sociologie à l'Université de Lille. Membre du Clercé (Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques, CNRS). Ses travaux récents portent sur les pratiques quotidiennes et le travail informel des classes populaires (avec le Collectif Rosa Bonheur), sur l'accession à la propriété du logement, ainsi que sur les transformations économiques et sociales de l'agglomération lilloise (avec le Collectif Degeyter). Ses recherches portent également sur les mobilités résidentielles des salariés face aux restructurations d'entreprises et aux transformations du marché du travail.

cecile.vignal@univ-lille1.fr

A propos de l'Ined

L'Institut national d'études démographiques (Ined) est un organisme public de recherche spécialisé dans l'étude des populations, partenaire du monde universitaire et de la recherche aux niveaux national et international. L'institut a pour missions d'étudier les populations de la France et des pays étrangers, de diffuser largement les connaissances produites et d'apporter son concours à la formation à la recherche et par la recherche. Par une approche ouverte de la démographie, il mobilise un large éventail de disciplines comme l'économie, l'histoire, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, la statistique, la biologie, l'épidémiologie. Fort de ses 11 unités de recherche, il encourage les échanges et conduit de nombreux projets de recherche européens ou internationaux.

Ined Éditions, service des éditions de l'institut, contribue à la diffusion de ces savoirs dédiés aux sciences de la population, à travers des ouvrages, la revue trimestrielle bilingue *Population*, et le bulletin mensuel de vulgarisation scientifique *Population & Sociétés*. Les collections d'ouvrages s'organisent autour d'études sociodémographiques, historiques et méthodologiques.

A propos de *Questions de populations*

Cette nouvelle collection, dédiée aux phénomènes démographiques contemporains en France et dans le monde, offre aux lecteurs des clés pour mieux comprendre les faits et les évolutions des populations et accueille des analyses et des résultats originaux en démographie et en sciences sociales : sociologie, économie, géographie, santé publique...

Contacts presse

Courriel : service-presse@ined.fr

Mimouna KAABECHE-SMARA, assistante de presse, tél. : +33 (0)1 56 06 20 11

Mathilde CHARPENTIER, directrice de la communication, tél. +33 (0)1 56 06 57 28